LE GRAIN DE SABLE

N° 436 – MARDI 29 JUILLET 2003

attac

VIVRE SEUL ?

Dans ce numéro

Mobilisations contre l'OMC

- Larzac les 8, 9 et 10 août (à l'initiative de la Confédération paysanne voir www.larzac2003.org)
- Riva del Garda (Trento) 4, 5 et 6 septembre (contre la réunion des Ministres européens du commerce voir www.stopwtoriva2003.org)
- Cancun 10 au 14 septembre (contre la Ministérielle de l'OMC, voir http://www.cancuncommittee.org/)



1- Les riches veulent vivre seuls (Par Christian Sellés)

Le clivage urbain entre riches et pauvres n'est pas qu'un simple fait de société ; les pays, les organisations et les institutions le reconnaissent. Ces dernières années, cette séparation s'est creusée davantage et le nombre d'assimilés au groupe des défavorisés augmente sans que de véritables mesures soient prises pour l'éviter. A cela s'ajoute le désir croissant des riches à s'isoler pour créer un monde de couleurs et de fantaisies ou les problèmes, bien que ce soient ceux des autres, ne les touchent pas.

2- Cher Lieutenant George W. Bush, (Par Michael Moore)

J'espère que tu ne m'en veux pas de t'appeler par le seul véritable titre militaire que tu aies jamais obtenu, celui de ton "service" temporaire dans la, euh, Garde Nationale Aérienne du Texas. Depuis le jour où je t'ai vu dans cet uniforme de pilote, atterrissant sur ce bateau, je suppose que tu préfères qu'on t'appelle par ton titre militaire, plutôt que par le titre civil qui t'a été imposé par les copains de ton père.

3- La crise du café (Par Sarah Cox)

La courbe des profits des grandes entreprises du café montre une croissance stable alors que celle du prix du café, d'après l'auteur uruguayen Eduardo Galeano, « a toujours ressemblé à une courbe épileptique. » La mondialisation et la dérégularisation ont simplement exacerbé cet écart. Comme Galeano le conclut d'un air sévère, « il est plus rentable de consommer du café que de le produire. »

4- Démocratie et réseau (Par Christophe Aguiton)

La montée de l'abstention et la crise du militantisme politique et syndical traditionnel sont des phénomènes communs à la plupart des pays développés. Deux systèmes d'explications sont généralement avancés pour expliquer cette crise de légitimité des systèmes de représentation politiques et sociaux : celui qui renvoie à des tendances longues de nos sociétés, et en particulier la montée de l'individualisation, et, sur le plan politique, celui qui renvoie au décalage entre les aspirations des électeurs, promesses électorales et les politiques menées par les gouvernements successifs. Cet article s'intéressera à l'émergence d'un nouveau mode de représentation politique et social, basé sur le fonctionnement en réseau et sur les prises de décision au consensus.

Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« De Genève à Montréal, l'extraordinaire voyage de la plaque volée de l'OMC » - joe@overmydeadbody.org , « suiveur de plaque » grâce à l'aide de Vincent et de la copine partie au Québec

Les riches veulent vivre seuls

Par Christian Sellés. Journaliste. Agence d'Information Solidaire- Agencia de Información Solidaria
Traduction. Estelle Lantin. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Le clivage urbain entre riches et pauvres n'est pas qu'un simple fait de société ; les pays, les organisations et les institutions le reconnaissent. Ces dernières années, cette séparation s'est creusée davantage et le nombre d'assimilés au groupe des défavorisés augmente sans que de véritables mesures soient prises pour l'éviter. A cela s'ajoute le désir croissant des riches à s'isoler pour créer un monde de couleurs et de fantaisies ou les problèmes, bien que ce soient ceux des autres, ne les touchent pas.

Les frais engagés dans la sécurité privée en sont la preuve, en quelques années ils ont augmenté de façon spectaculaire. Au Brésil ses frais ont atteint 2 millions de dollars par an. La peur des fortunés est immense et les mesures a prendre sont nombreuses, parfois en certaines occasions elles sont incroyables : hélicoptères, voitures blindées et même des costumes pare balles.

Au Mexique, la sécurité privée est une source importante d'emploi, ceci étant elle comporte de nombreux risques. Actuellement, il y a plus de 30.000 agents de sécurité privée qui veillent sur le sommeil des riches.

Face à ce nouveau phénomène, surgit un nouveau marché qui regroupe les désirs de défense et de protection. Nous pourrions le cataloguer comme le « marché de la panique ». Les technologies les plus modernes s'adaptent pour fournir des services a des 'riches paranoïaques'. Des caméras de surveillance de dernière génération en passant par des grilles électrifiées : tout est bon pour se proteger.

A Buenos Aires, à cause de l'insécurité provoquée par la crise économique, les riches se sont dirigés vers la périphérie de la ville. Ils ont créé les 'quartiers privés' ou ils ont tout ce dont ils sont besoin a l'intérieur de ces quartiers, des centres commerciaux, en passant par les parcs, parcours de golf ou lacs pour des activités nautiques, et même des écoles pour leurs enfants. Ce cas est similaire a l'autruche qui met sa tête dans la terre pour ne pas voir le danger. Si je ne vois pas les pauvres, ils n'existent pas.

La politique de l'autruche s'accompagne également d'un nouveau style architectural : Les maisons-forteresses. Les défenses qui décorent les maisons des riches ressemblent aux résidences des seigneurs féodaux du Moyen-Age. Les grilles des fenêtres viennent remplacer les fleurs, les murailles se substituent aux murs traditionnels et les abris des gardiens inondent les trottoirs. Il y a même des palissades et des doubles portes. Il ne manque plus que le fossé avec les crocodiles et les ponts levis.

Cependant ce système, en principe défensif, est devenu offensif. Les murs se terminent en pointes menaçantes qui leur donnent une allure d'attaque. Si une personne se promene devant une de ces maisons, elle peut être sure qu'une centaine de paire d'yeux invisibles surveille ses mouvements et face à un mouvement étrange ou une conduite inconsidérée et non appropriée, elle aura sur le dos en quelques secondes une personne qui lui dira qu'elle se trouve sur le mauvais trottoir. Il n'y a pas de liberté de mouvement.

Toute cette paranoïa autour de la sécurité intensifie la fracture sociale et a pour conséquence d'isoler les marginaux et protéger l'opulence.

L'Amérique latine a un des taux de criminalité les plus élevés mais ces mesures ne sont pas la solution pour palier aux inégalités présentes. Des gouvernements avec des mesures sociales efficaces et des forces de sécurité ne trempant pas dans la corruption sont les deux piliers essentiels pour un changement.

Le riche veut vivre tranquille, tandis que le pauvre ne peut que mal vivre. Au lieu de réduire la fracture, les positions de certains sont encore plus fortes et les autres marquant leur territoire et les espaces pour l'opulence et la misère. Vivre reclus dans un ghetto n'est pas la solution. La vraie sécurité ne peut que naître dans un système alimente par la justice sociale et un bien être accessible a toutes les classes de la société.

Contact pour cet article. chselpe@yahoo.es

Cher Lieutenant George W. Bush,

Par Michael Moore
Traduction. Mélanie Boucarut. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

J'espère que tu ne m'en veux pas de t'appeler par le seul véritable titre militaire que tu aies jamais obtenu, celui de ton "service" temporaire dans la, euh, Garde Nationale Aérienne du Texas. Depuis le jour où je t'ai vu dans cet uniforme de pilote, atterrissant sur ce bateau, je suppose que tu préfères qu'on t'appelle par ton titre militaire, plutôt que par le titre civil qui t'a été imposé par les copains de ton père.

Donc, Lieutenant, je me demandais, tu pourrais me rendre un service?

Est-ce que tu pourrais S'IL TE PLAIT trouver mieux qu'un BUISSON DE ROSES [NDT : Buisson se dit "Bush" en anglais]?

Hier à la télé j'ai vu le type que tes gars ont trouvé, l'Irakien qui dit qu'il a "dissimulé" des plans nucléaires

dans son "jardin" à Bagdad – il y a 12 ans – "sous un buisson de roses".

Sans déconner. C'en est une bien bonne. Tu penses vraiment qu'on est aussi bêtes qu'on en a l'air? Je sais que notre fascination pour "American Idol" et Scott Peterson nous donne à nous autres américains l'air un peu léger de la tête, mais quand il s'agit de nous mentir pour nous emmener en guerre, nous attendons tout de même un peu plus d'EFFORT et de SUIVI.

Tu vois Georges, c'est pas tellement les mensonges et la manipulation des informations des services secrets qui me fâchent. C'est que tu as le contrôle de l'Iraq depuis plus de deux mois maintenant – et tu n'as même pas trouve le temps de dissimuler quelques têtes nucléaires ou bidons de gaz innervant pour au moins FAIRE SEMBLANT que tu ne nous mentais pas.

Tu vois, en ne créant pas de toutes pièces quelques preuves de l'existence d'armes de destruction massive, ça montre que tu pensais que personne ne se soucierait qu'on s'aperçoive que tu as tout inventé. Un président d'une autre trempe, qui aurait pensé que le public américain serait furieux s'il découvrait la vérité, aurait été prêt à tout pour dissimuler la supercherie.

Johnson l'a fait avec l'histoire du Golfe de Tonkin. Il avait dit que nos bateaux avaient été "attaqués" par les Vietnamiens du Nord. C'était pas vrai, mais il savait qu'il fallait au moins FAIRE CROIRE que ça c'était réellement passe. Nixon a dit qu'il n'était "pas un escroc", mais il savait que ce n'était pas assez, aussi il a payé des cambrioleurs et d'une manière ou d'une autre 18 minutes et demi d'une cassette ont été effacées dans le Bureau Ovale. Pourquoi a-t-il fait cela? Parce qu'il savait que le peuple américain serait vraiment énervé s'il s'apercevait de la vérité.

Ton refus évident de ne PAS adosser tes mensonges sur le type de fausses preuves dont nous avons pris l'habitude est une gifle sur notre visage américain collectif. C'est comme si tu disais "ces américains sont tellement mollassons et feignants, nous n'aurons même pas à fabriquer des armes pour appuyer nos dires!" Si tu avais seulement creusé quelques trous de silos au cours du dernier mois à Tikrit, ou étalé un peu d'anthrax autour de ces pochetrons vers Basra, ou "découvert" un peu de plutonium avec ce paquet de films maison d'Uday Hussein en train de nourrir ses tigres, ça nous aurait montré que tu penses qu'on se serait peut-être insurgé, si tu avais été pris en train de mentir. Ça aurait montré que tu nous "respectes". Franchement, on en aurait rien eu à faire si on s'était ensuite aperçu que tu avais fabriqué de toutes pièces ces ADM (armes de destruction massive) – bien sûr, on aurait été roulé dans la farine, mais au moins on aurait été fiers de savoir que tu savais qu'il FALLAIT que tu prouves tes assertions bidons avec des faits!

J'imagine que tu t'es enfin rendu compte de tout ça cette semaine. Ça a commencé à se voir que des millions d'entre nous voyaient clair dans ton jeu – ces "raisons fictives d'une guerre fictive". Alors tu as rapidement sorti de ton chapeau ce gars, son buisson de roses, un bout de papier vieux de 12 ans et quelques morceaux de métal. CNN s'est pointé à cinq heures et quart et a hurlé à l'exclusivité: "LES PLANS NUCLEAIRES IRAKIENS DÉCOUVERTS!" Mais quelques bons journalistes ont commencé à poser des questions indiscrètes – et à peine 3 heures plus tard, ta propre administration a dû admettre que les plans en question n'étaient pas le "revolver fumant" prouvant que l'Iraq avait des armes de destruction massives.

Oups.

Pas tellement une bonne idée de s'appuyer sur un buisson [NDT : jeu de mot sur "s'appuyer sur un buisson" et "faire confiance à un Bush"], Lieutenant.

Ton,
Michael Moore

Contact pour cet article: MMFlint@aol.com

PS: désolé, j'arrive toujours pas à me sortir de la tête ce costume rembourré de pilote. Je sais, il faut que je me fasse aider. Mais quand tu as atterri sur ce porte-avion, et qu'il y avait cette banderole "MISSION ACCOMPLIE", de quelle mission exactement s'agissait-il, qui était accomplie? Parce que selon mes calculs, plus de 50 de nos jeunes soldats sont morts depuis que tu nous as dit que la mission était accomplie. L'anarchie règne toujours, les Angliches perdent aussi des gamins, et les fondamentalistes barjes ont vraiment l'air prêt à diriger le pays. On dit déjà aux femmes de couvrir leur tête et de fermer leurs bouches, des commerçants qui avaient vendu de l'alcool ont été exécutés, et des cinémas qui passaient des films hollywoodiens "immoraux" ont été fermés de force. Et pourtant, ça ne se passe même pas au Texas occidental! Peut-être que tu peux remettre ton chouette costume, voler vers Bagdad et atterrir à l'ancien Aéroport International Saddam, sauter sur le sol et faire un de ces grands signes joyeux de la main – cette fois-ci sous une banderole "MISSION IMPOSSIBLE."

La crise du café

Par Sarah Cox — Alternatives (Québec)
Traduction. Coorditrad, traducteurs volontaires (*)

Certains chefs d'états latino-américains l'appellent « la pire crise du café des cent dernières années ». Avec l'échec catastrophique de la dérégulation des marchés internationaux, le monde fait de nouveau face à une crise de surproduction et de vies dévastées.

La cause immédiate est un excès de grains de café sur le marché international qui a fait plonger les prix. Les prix à l'exportation du café sont tombés à leur plus bas niveau depuis plus de cent ans, avec ajustement de l'inflation.

Par conséquent, les producteurs de café — dont la majorité sont de pauvres métayers — vendent maintenant leurs grains de café bien au-dessous du coût de production. Oxfam International estime que l'existence de vingt-cinq millions de petits producteurs de café est en danger. « Les familles qui dépendent de l'argent généré par le café retirent leurs enfants (particulièrement les filles) de l'école, ne peuvent plus se permettre d'acheter les médicaments de base, et réduisent leurs dépenses alimentaires. » Pourtant peu sont les amateurs de petit-noirs bien serrés au courant de cette crise. Et comment le saurions-nous ? Bien peu a changé dans le monde de consommation. Les prix de Maxwell, Nescafé, Folgers et French ont très peu ou pas du tout baissé.

« Les grandes transnationales font de l'or, » dit Blanca Rosa Molina, une productrice de café nicaraguayenne invitée au Canada par Oxfam. « mais nous n'avons jamais gagné aussi peu. » Il y a cinq ans la coopérative de café de Molina vendait ses grains organiques à 1,80 US$ la livre. Maintenant la livre ne vaut plus qu'environ cinquante cents.

Au nord du Nicaragua, dans la région de Matagalpa, où Molina vit, plus de quarante grandes exploitations sont en faillite ou végètent. On estime à 6000 le nombre de travailleurs du café et leurs familles qui campent dans des habitations de fortunes le long des routes et dans les parcs municipaux, mendiant de la nourriture et de l'aide des passants. Près de la moitié des enfants de la région, femmes enceintes, et personnes âgées souffrent de malnutrition.

Rien qu'en août dernier, douze travailleurs du café au chômage et leurs familles sont morts de faim dans la région de Matagalpa, d'après Reuter. Fin septembre, d'après Molina, le nombre de mort avait atteint 120. « Vous voyez des enfants qui meurent de faim sur les autoroutes, » dit Molina.

Au Guatemala, la crise a créé 70 000 chômeurs dont le nombre est maintenant arrivé à quarante pour cent. La débâcle du café a fait plonger l'économie de pays déjà très pauvres. A travers l'Afrique, des pays déjà ravagés par les dettes, la sécheresse et les maladies clopinent vers un autre désastre.

Les pays naissants recevaient 10 milliards de dollars US pour leur exportation de café il y a seulement quelques années. Maintenant, ce n'est plus q'un peu plus de la moitié, dit Néstor Osorio, directeur général de l'Organisation internationale du Café (OIC). Au Burundi, le café représente presque 80 % des exportations ; en Ethiopie, presque 50 %. Sans l'argent du café, les revenus pour le remboursement de la dette, les programmes contre le SIDA et les écoles se font de plus en plus rares.

“C'est une crise dont la dimension sociale est explosive, » explique Osorio. Lors d'un récent voyage en Colombie, par exemple, il a vu des photos aériennes de plantations de café remplacées par de la coca.

La dérégulation du marché du café

Depuis 1962, le marché mondial du café était régulé par les Accords Internationaux sur le Café. Le traité du marché fixait les prix pour les pays producteurs et maintenait le prix du café relativement stable. Puis, il y a environ dix ans, les USA, le pays le plus gros consommateur de café, se sont retirés. Les USA déclarèrent que l'accord qui maintenait des prix hauts allait à l'encontre de leurs intérêts. Le Canada se retira au même moment.

Le control des prix et de l'indice du café s'arrêta là. Les petits producteurs tels que le Vietnam, se ruèrent sur ce qu'il appelait « l'arbre à dollar ». En juste dix ans, le Vietnam est devenu le deuxième producteur mondial du café après le Brésil. A la suite de l'effondrement de l'accord sur le cours du café, la Banque Mondiale et le FMI ont fait pression sur les pays africains pour qu'ils libéralisent leur industrie du café et élimine les entités nationales qui achetaient les grains à des prix garantis. Les producteurs furent assurés de revenus confortables, or, la mondialisation et la libéralisation ont eu l'effet contraire. « La loi de l'offre et de la demande s'est opéré au détriment des producteurs africains et au bénéfice de la spéculation internationale, » a déclaré le Premier Ministre du Togo Messan Abbeyone Kodio aux délégués d'une conférence du ICO en mai dernier.

"A présent, les producteurs de café africains se sentent frustrés et révoltés, » a-t-il expliqué. « Ils se sentent impuissants. Les prix du café fixés par des groupes internationaux sont totalement hors de leur control. »

Il y a dix ans, les pays naissants recevaient 30% de chaque dollar US dépensé pour un petit-noir ; maintenant Oxfam calcule qu'ils en reçoivent moins de 10 cents. Le producteur inconnu qui cultive les grains de café de notre expresso reçoit seulement 2 cents des 1,71 US$ que nous payons.

Un commerce lucratif

Pourtant, le café demeure un commerce lucratif pour ceux qui se trouvent en haut de l'échelle de l'industrie. Cinq multinationales achètent presque la moitié des grains de café vendus dans le monde chaque année. Parmi eux l'on trouve la société Sara Lee (producteur des marques Hills Bros et Chock Full o' Nuts), Nestlé (fabricant du Nescafé), et le géant du tabac Altria, qui possède Kraft Foods (producteur des marques Maxwell House et Nabob). On estime que Nestlé réalise un profit de 20 % sur le café instantané, d'après Oxfam ; les marges de Sara Lee sont aux alentours de 17 %.

La courbe des profits des grandes entreprises du café montre une croissance stable alors que celle du prix du café, d'après l'auteur uruguayen Eduardo Galeano, « a toujours ressemblé à une courbe épileptique. » La

mondialisation et la dérégularisation ont simplement exacerbé cet écart. Comme Galeano le conclut d'un air sévère, « il est plus rentable de consommer du café que de le produire. »

Contact pour cet article. www.alternatives.ca

Démocratie et réseaux

Par Christophe Aguiton

La montée de l'abstention et la crise du militantisme politique et syndical traditionnel sont des phénomènes communs à la plupart des pays développés.

Deux systèmes d'explications sont généralement avancés pour expliquer cette crise de légitimité des systèmes de représentation politiques et sociaux : celui qui renvoie à des tendances longues de nos sociétés, et en particulier la montée de l'individualisation, et, sur le plan politique, celui qui renvoie au décalage entre les aspirations des électeurs, promesses électorales et les politiques menées par les gouvernements successifs.

Cet article s'intéressera à l'émergence d'un nouveau mode de représentation politique et social, basé sur le fonctionnement en réseau et sur les prises de décision au consensus. Un mode de représentation qui ne se substitue pas aux modes de représentations antérieurs, mais en érode la légitimité.

Le mouvement mondial de contestation du système qui s'est affirmé à Seattle et s'élargit de rendez-vous en rendez-vous, en particulier à l'occasion des Forums sociaux de Porto Alegre, Florence et, demain, Paris et St Denis, est caractéristique de ce nouveau mode de fonctionnement.

Ce mouvement mondial est capable d'intégrer des composantes tout à fait diverses, en terme de préoccupation, d'importance numérique ou de type de fonctionnement : des syndicats, des partis, des ONG, des mouvements informels, des intellectuels, etc… Et le seul fonctionnement possible pour une alliance de ce type est le réseau et les prises de décisions au consensus. Beaucoup d'analystes pensaient, dans un premier temps, que tout cela ne marcherait pas et qu'un tel système était voué à la paralysie puis à l'éclatement sous le poids de l'hétérogénéité de ses composantes. Ces dernières années ont montré, à l'inverse de ce pronostic, que ce mouvement pouvait s'étendre géographiquement et s'élargir socialement, et qu'il pouvait même intégrer de nouvelles préoccupations et réagir à des changements importants de conjoncture. Ceux là même qui ne croyaient pas à la pérennité du mouvement altermondialiste avaient affirmé qu'il ne survivrait pas au 11 septembre 2001. Le "Wall Street Journal" titrait ainsi un de ses éditoriaux, en octobre 2001 : "Adieu Seattle". Mais le mouvement s'est élargi et a été à l'origine des mobilisations anti-guerre les plus importantes que ce monde ait jamais connues : la date du 15 février 2003, où plus de 10 millions de manifestants ont défilé dans le monde entier, a ainsi été décidé à l'occasion des Forums sociaux de Florence et de Porto Alegre.

Si le fonctionnement en réseau est caractéristique de ce mouvement de contestation mondial, on le retrouve dans beaucoup d'autres sphères de l'activité humaine, et d'abord dans le capitalisme lui-même.

Les entreprises connaissent ainsi une mutation rapide sous la contrainte de la mondialisation libérale : les "réseaux" entre donneurs d'ordres et sous-traitants deviennent la norme. Des réseaux très hiérarchisés, où les centres sont dans les pays du Nord, mais qui marquent une rupture importante avec les entreprises verticales et intégratrices que nous connaissions : l'heure est aux entreprises sans usines ni ouvriers, à l'image de Nike ou de Cisco, mais aussi d'Alcatel, des entreprises où la "marque" et le logo deviennent des valeurs essentielles. Et ce sont ces transformations qui ont obligé les syndicats, confrontés à la délocalisation des centres de productions dans le Tiers monde, à tisser des liens avec des ONG et des mouvements de jeunes, pour mener des campagnes contre des compagnies comme Gap ou Nike et ce en trouvant de nouvelles cibles, comme le logo, et en lançant des campagnes à tonalité morale qui se sont révélées efficaces. Ces nouvelles pratiques viennent des Etats-Unis, mais l'appel au boycott de Danone après les licenciements chez Lu montre que celles-ci se généralisent.

Les institutions internationales connaissent des évolutions similaires. Le FMI ou la Banque mondiale, créées en 1943, fonctionnent avec une forme de suffrage censitaire où chaque Etat pèse en fonction de son apport financier. A l'ONU, chaque pays à une voix, mais le Conseil de sécurité et ses 5 membres permanents détiennent les clés du système. L'OMC, créée en 1995, fonctionne différemment. Sur le papier, c'est une ONU démocratique : un pays, une voix, mais sans Conseil de sécurité ni prédominance formelle des "grands". Mais, rançon d'un système où il n'est pas envisageable pour les Etats Unis ou l'Union européenne d'être mis en minorité par une coalition de petits pays, à l'OMC, il n'y a jamais de vote et il n'y en aura jamais : le consensus est la règle.

On pourrait trouver des évolutions similaires dans des structures politiques locales, celles qui gèrent la coopération entre les communes, ou même dans le monde scientifique et technique qui doit prendre en compte, comme le montre l'exemple des OGM, des pluralités d'aspirations et de pressions.

Cette montée en puissance des réseaux apparaît en même temps que les structures de décisions traditionnelles, basées sur les Etats-nations, et les procédures de décisions majoritaires perdent de leur légitimité et de leur crédibilité, ce qui entraîne deux types de réactions : l'apologie du réseau, supposé permettre une réelle implication citoyenne ou son rejet

radical, en général au nom de la défense de la "démocratie" assimilée au système traditionnel de représentation politique.

Ceux qui rejettent les réseaux en critiquent généralement l'opacité, l'absence de contrôle des mandants, en bref l'absence de procédures démocratiques…

Mais souvent sans se demander ce qu'est une procédure démocratique !

La référence est presque toujours le vote majoritaire et la démocratie représentative. Une référence qui oublie que, bien avant que ne soit mis en cause le poids des énarques ou de l'establishment, les philosophes des Lumières expliquaient que l'élection par le vote ne pouvait aboutir qu'à la sélection d'élites et la marche vers le professionnalisme et l'institutionnel. C'est pourquoi les Lumières préféraient le vieux modèle antique, celui des Grecs et des Romains, basé sur le tirage au sort, un système qui continue à exister sous des formes archaïques, avec les tribunaux populaires, mais qu'on voit remis en avant avec la proposition de forums hybrides et de conférences de citoyens pour les prises de décisions sur les questions scientifiques et technologiques.

Les critiques faites aux réseaux ne sont pas toutes pertinentes, ainsi il n'est pas vrai que le réseau donne spécialement du pouvoir à l'expert : ce problème n'est pas spécifique au réseau, il existe toujours et partout.

En revanche, deux problèmes majeurs existent dans le fonctionnement des réseaux.

Tout d'abord le caractère "excluant" du consensus. Les réseaux n'échappent pas aux logiques des rapports de forces et au poids relatif de ses composantes. Mais cela se fait avec d'autres règles que celles du vote et de la majorité. Dans le système représentatif basé sur le vote, la majorité doit régler le problème des minorités, en garantissant leurs droits d'expression, par exemple. Dans un réseau, il faut plus de temps, plus de "négociations" pour arriver à un consensus que si l'on utilise le vote majoritaire, et on s'aperçoit que le consensus est d'abord celui des composantes les plus importantes du réseau. Les critères déterminant l'importance d'un membre du réseau peuvent être divers, en y incluant l'importance symbolique, comme celle d'un groupe particulièrement opprimé.

Mais une fois que le consensus est trouvé, gare au trouble fête !

La deuxième faiblesse de fonctionnement en réseau tient à la faible lisibilité de ses choix, y compris pour ses propres membres. Le réseau est plus opaque que le système du vote majoritaire, qui permet d'expliciter les choix possibles de façon plus claire.

L'atout décisif des réseaux est la capacité d'initiative autonome.

Dans le système du vote, une fois que la "volonté générale" a été établie, tout le monde doit appliquer et la règle de la majorité est valable pour toutes et tous. Les minorités n'ont plus, alors, qu'à préparer la prochaine élection ou le prochain congrès, s'il s'agit d'un syndicat ou d'un parti politique. A cette position d'attente s'ajoute une subordination à des structures verticales et directives. Le système du vote règle deux problèmes en même temps : il établit une position et il sélectionne les directions - les élites – en charge de la mettre en œuvre. Il ne faut pas s'étonner qu'un tel système reproduise les élites et assure la domination masculine comme celle de l'âge, même si des correctifs, comme la parité, sont établis pour répondre aux protestations des victimes de ce système.

Dans le réseau, les choses ne se passent pas de la même façon. Pour revenir au monde des militants, si un groupe, ou même un individu, veut faire quelque chose, lancer une nouvelle campagne ou tester une nouvelle forme d'action, il le fait. Cette caractéristique donne aux réseaux un avantage très net. Pour le dire brièvement, le réseau offre beaucoup plus de possibilités d'auto-émancipation que le système du vote majoritaire : en matière d'apprentissage et d'appropriation par l'initiative, le réseau offre des possibilités sans équivalent. Le réseau permet, par exemple, les groupes affinitaires, sur le modèle du féminisme tel qu'il fonctionnait aux Etats-Unis ou même en Europe dans les années 70, ou de ce qui a pu exister dans les milieux libertaires au XIXème siècle. Le réseau recycle ces formes anciennes en en élargissant le champ d'action et en leur donnant une vigueur nouvelle.

L'émergence des réseaux perturbe le fonctionnement et les traditions des partis, des syndicats et des organisations traditionnelles.

Ils les perturbent d'autant plus que, dans le même temps, les perspectives de transformation sociale apparaissent plus floues et plus lointaines que jamais et que se démembre la cohérence entre les niveaux d'action politique, économique et sociaux. La gauche, tous courants confondus, avait construit sa pensée stratégique et ses perspectives politiques dans le système des Etats-nations qui se sont structurés à la fin du XIXème siècle, sur la base du démantèlement de la période de mondialisation et de libre échange qui a eu cours en Europe de 1850 à 1880/1890. Une pensée stratégique en phase avec des économies centrées sur les nations, avec le développement d'un capitalisme industriel basé sur de grandes entreprises taylorisées et avec le développement de services publics et d'infrastructures centralisées. Avant que Lénine ne déclare que le socialisme c'est "les soviet plus l'électricité", Kautsky, le théoricien de la IIème Internationale, proclamait que "le socialisme c'est l'administration des chemins de fer élargie à l'échelle de la société".

L'émergence des réseaux va de pair avec la mondialisation des économies et l'affaiblissement – relatif, l'intervention américaine en Irak vient de le rappeler ! - du rôle des Etats-nations.

Face à ces bouleversements, la gauche est confrontée à deux risques : celui de la nostalgie des modèles antérieurs et celui de l'adaptation au capitalisme libéral, au nom du caractère inéluctable de la mondialisation et aux nécessités de la construction européenne.

De la mutation en cours, dont fait partie l'émergence des réseaux, apparaît pourtant une rupture tout à fait novatrice avec la logique du profit capitaliste.

L'apparition et le développement des logiciels libres, comme le système d'exploitation Linux, prend une ampleur telle que Microsoft lance une contre offensive pour lutter contre ce qu'elle décrit comme "le cancer de l'innovation dans l'économie capitaliste" et essaie d'imposer l'extension du champs des brevets à la création de logiciels. Ces logiciels sont mis au point et améliorés gratuitement – sur la base de don, du plaisir de l'innovation et de la création, de la culture de la gratuité – par une communauté de développeurs, professionnels ou amateurs éclairés, qui fonctionne sur le plan international, dans le refus le plus total de toute contrainte étatique et de toute planification dirigiste.

Pour Proudhon, la lutte contre le capitalisme industriel passait par la défense des mutuelles et des coopératives, mais aussi de l'artisanat et de la petite propriété contre la concentration industrielle. Plus tard, les théoriciens de la IIème Internationale ont pensé le socialisme en relation avec les développements techniques et sociaux de leur époque, comme cela vient d'être rappelé.

Le développement des logiciels libres s'inscrit dans cette généalogie. Il offre un tout autre modèle de rupture avec la loi du profit, en lien avec les technologies d'aujourd'hui, qui sont aussi celles, avec Internet et les technologies de la communication, qui permettent l'extension des réseaux. Un modèle en phase avec un monde ouvert, refusant les replis nationaux comme les réglementations dirigistes. Une rupture qui ne répond évidemment pas à l'ensemble des besoins sociaux – nous aurons toujours besoin d'une administration des chemins de fer et d'une école où le rôle des enseignants devra aller croissant – mais qui montre que l'alternative ne se résume pas à économie planifiée versus économie de marché.

Mais le développement des logiciels libres est intéressant à un autre titre, en prise avec l'actualité politique. C'est un des domaines où se mène la bataille sur la propriété intellectuelle, en parallèle avec celle sur les médicaments génériques et la brevetabilité du vivant. Et le risque est grand de voir les responsables européens, Pascal Lamy en tête, accepter un durcissement des règles de la propriété intellectuelle qui serait préjudiciable tant aux pays du sud qu'aux "militants" de l'Internet associatifs et du logiciel libre.

Penser la démocratie à l'heure des réseaux et penser une autre rupture avec la logique du profit capitaliste sont deux chantiers important qui demanderaient la vision croisée de militants politiques, de chercheurs et de responsables associatifs et syndicaux.

Contact pour cet article. aguiton@ras.eu.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.